

Rédaction-Administration : 2, rue Richard Lenoir,
93 100 Montreuil. Tél. : 808 00 80 à 84. Telex
PRENO A 211 628 F. Edité par la SPN (Société de
presse nouvelle). Directeur de publication : Alain
Bobbio. Numéro de commission paritaire : 46 722

Imprimé par : Rotographie

Riccobono (pour le Sud-Est).

Belgique : 15 FB • Suède : 2,25 KR • Italie :
300 L • Grèce : 20 DR • Suisse : 1 FS • Portu-
gal : 15 ESC

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 50

**Phan Van Dong
à Paris**

Lire page 2

● Plus personne n'en veut, Giscard-Barre sont seuls, désespérément seuls. Dans leur immense majorité, les travailleurs ont déjà affirmé leur défiance dans ce gouvernement, ceux du secteur public l'ont confirmée hier au cours de la grève de 24 heures. Mais cette défiance est en train de gagner l'ensemble des couches dirigeantes.

Un souffle défaitiste parcourt désormais la majorité présidentielle. Le plan Barre, plus personne n'y croit et une fraction grandissante de la droite, sous la houlette du RPR a décidé de prendre ses distances avec le gouvernement pour mieux préparer la solution de rechange à une gauche qu'elle donne gagnante. Hier au Parlement, on était au bord de la rupture, mais elle n'a pas eu lieu car tous sont embarqués dans la même galère.

La crise politique que traverse le pays aboutit maintenant à un paradoxe qui ne manquera pas de révolter les travailleurs. La quasi-totalité des partis politiques, pour des raisons différentes, est opposée à la politique du gouvernement. Il devrait donc tomber. Mais ces mêmes partis sont unanimes pour lui accorder un sursis, alors il se maintient.

Le RPR a la possibilité légale de renverser Barre. Mais il refuse encore de franchir le Rubicon pour ne pas précipiter des élections qui assureraient la victoire de la gauche. Son jeu de soutien conflictuel à Barre n'est pas sans risques, et il lui sera difficile de tenir pendant un an cette politique au bord du gouffre. Demain, quand il se sentira assez fort il devra ouvrir la crise ou prendre le risque de perdre la confiance d'une base réactionnaire qu'il rassemble sans pouvoir lui donner de débouchés politiques.

Le PC et le PS ont eux aussi les moyens de balayer ce gouvernement en boycottant le cirque parlementaire et en développant dans tout le pays un mouvement de masse pour obtenir la dissolution du parlement, le départ de Giscard-Barre et la mise sur pied d'un nouveau gouvernement ayant la confiance des travailleurs. Cette perspective, ils la refusent, par crainte d'être débordés par une mobilisation extra-parlementaire. Ils continuent dès lors à jouer le jeu d'un légalisme bouffon et osent justifier leurs dérobades par des explications qui ne manquent pas de cynisme.

« Nous voilà abandonnés par tous » déclarait hier Defferre à l'adresse du Premier ministre, « C'est pire que d'être renversé ». Eh bien non ! Tous ceux qui subissent l'austérité savent faire la différence entre un gouvernement bafoué mais qui continue à sévir et un gouvernement renversé.

De plus en plus, les travailleurs attendent autre chose que des palabres parlementaires et des proclamations ronflantes. Ils pensent à juste titre qu'il est possible maintenant d'en finir avec ce régime, ils attendent des perspectives et des objectifs de lutte qui aillent au-delà des grèves répétitives de 24 heures sans lendemain. Ils l'ont dit hier, ils le crieront demain par dizaines de milliers lors d'un 1^{er} Mai qui doit être le dernier de la V^e République.

A. Krivine

QUI VEUT ENCORE DE BARRE ?

• **Désavoué par les travailleurs :**

la grève du secteur public et nationalisé a été spectaculaire

• **Giflé par les siens : au parlement le RPR vote son plan mais lui refuse sa confiance**

Lire page 3 et 4



Les éboueurs parisiens, toujours en grève, avaient pris place bruyamment dans la manifestation de la Fonction publique.

Les trois survivants du groupe Baader condamnés à la prison à mort

« Nous sommes décidés à étouffer dans l'œuf les germes de la criminalité politique. Il faut protéger la société, repousser l'hystérie et la psychose, combattre le nihilisme criminel dans l'affirmation sereine et ferme de

la normalité. Je suis persuadé que notre société, fondée sur la liberté et l'Etat libéral, ne sera pas détruite par quelques douzaines de rêveurs criminels si nous appliquons sévèrement les lois. »

Cet appel à la vengeance de classe que lançait, à l'époque de l'arrestation de Baader, le prix Nobel de la « paix », Willy Brandt, alors chef de meute de la bourgeoisie allemande, a été entendu. La sentence a été exécutée : les accusés, Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan Carl ont été condamnés, hier, à la prison à vie par le tribunal-blockhaus de Stuttgart.

Pour assouvir sa vengeance, la bourgeoisie allemande n'a lésiné sur aucun des moyens, légal ou illégal. Elle fit construire un tribunal-prison, sur mesure gardé par les chiens, pour un procès d'exception qui allait durer deux ans. Ce fut un véritable tribunal militaire, puisqu'il s'agissait de « crimes contre l'Etat ». Aucune des garanties constitutionnelles ne fut respectée pour les accusés. Les scandales judiciaires allaient se suivre au cours du procès, à tel point que cette justice d'Etat allait complètement se discréditer aux yeux mêmes

de ceux, nombreux, à qui les « terroristes » n'étaient pas a priori sympathiques. Le terrorisme de ceux qui détruisirent, en 1972, l'ordinateur américain qui dirigeait les bombardements sur Hanoï, fut hautement revendiqué comme une action « d'assistance à un peuple en danger », par les avocats commis d'office, lors de la plaidoirie.

La sentence est tombée en l'absence des accusés qui, depuis un mois, font la grève de la faim contre leurs épouvantables conditions de détention.

Il y a deux ans, ils étaient cinq accusés, ils ne sont aujourd'hui plus que trois. Deux d'entre eux, Ulrike Meinhoff et Olger Meins sont déjà morts. C'est à la prison à mort que viennent d'être condamnés les trois survivants.

Sacha Blumkine

Lire page 12

Prix : l'escalade

Décidément, les élections sont passées, les 0,3% obtenus en janvier seront restés sans lendemain : l'effet de la baisse de la TVA aura été de courte durée. D'ailleurs, Barre lui-même avait annoncé que les indices de mars, avril et mai seraient mauvais du fait de « hausses inévitables des tarifs publics et des produits pétroliers ».

A ce rythme là, plus personne ne prétend que l'objectif de 6,5% d'inflation en 1977, puisse être atteint. C'était pourtant le résultat promis par le génial économiste qui siège à Matignon. D'ailleurs, Barre parle de plus en plus de ces 6,5% comme d'une « norme », une norme pour les augmentations de salaires bien-sûr, et plus pour les hausses de prix.

Le plan Barre montre désormais sans fard son véritable visage : c'est un plan de blocage des salaires pour restaurer les profits capitalistes et non pas un plan anti-inflation.

AFRIQUE DU SUD

10 000 MANIFESTANTS A SOWETO CONTRE LES HAUSSES DES LOYERS

« Baissez les loyers » « Libérez les prisonniers », « Halte à l'éducation bantoue »... plus de 10 000 lycéens ont manifesté à nouveau après la décision prise par l'administration chargée de la gestion des cités noires d'augmenter de 80 % les loyers des maisons africaines. Cette décision entraînera des augmentations allant de 6,25 à 11,50 rands par mois (36 à 66 F) dans cette immense ville de plus d'un million d'habitants.

Des augmentations de 5 rands (28 F) interviendront également dans les quatre

autres cités africaines de Johannesburg. Pour Manie Mulder, directeur de l'administration bantoue, il s'agit là de combler le déficit budgétaire de l'administration.

Survenant après les importantes augmentations des prix de ces dernières semaines (produits de base de l'alimentation, tarifs des bus et des chemins de fer, charbon) alors que le chômage qui n'est pas indemnisé s'accroît, cette hausse des loyers a immédiatement mobilisé Soweto.

Pour éviter toute explosion de violence, les polices

anti-émeutes, équipées de fusils à chevrotine, lance-grenade et armes automatiques ont quadrillé la cité. Mais, mercredi, un premier bilan des affrontements s'élevait à plusieurs dizaines de blessés, des véhicules lapidés et de nombreux débits de boisson détruits.

Ces événements surviennent au moment où des délégations de cinq pays occidentaux (France, USA, Grande-Bretagne, Canada) arrivent en Afrique du Sud, pour débattre de l'avenir de la Namibie.

Franck Tenaille



Pham Van Dong à Paris

Satisfaction

Jeudi matin, Pham Van Dong clôturait par une conférence de presse sa visite officielle en France. Le Premier ministre vietnamien a manifesté à cette occasion sa satisfaction devant les résultats des consultations poursuivies quatre jours durant avec le gouvernement et le président français. Pham Van Dong restera encore deux jours à Paris, en « visite privée », afin de rencontrer les communautés vietnamiennes établies en France ou à l'étranger.

« La révolution ne s'exporte pas, mais... »

Deux accords de coopération économique et culturelle et un protocole financier assurant le Vietnam de 650 millions de francs de crédits pour 1977 ont été signés. Mais il ne s'agit encore que « d'accords cadre », les contrats concrets devant être d'ores et déjà promettre l'exploration de 10 % des zones « off-shore » qui restent, au Sud, à prospecter. L'aide financière accordée par Paris est « liée » : elle doit servir à acheter des marchandises ou des équipements français. Ce qui permettait à un industriel de déclarer sans ambages au « Figaro » qu'« on aide peut-être le Vietnam, mais c'est surtout notre industrie que l'on soutient ».

Interrogé par les journalistes, Pham Van Dong a tenu à souligner l'importance pour le Vietnam, « dévasté par la guerre » et « arriéré du point de vue économique et technique », de la coopération économique. Quand au reste, il semblait plus réservé : « Si je mets l'accent sur les relations économiques, c'est clair ? ». Prudent aussi quant à l'évolution des rapports américano-vietnamiens. Des entretiens doivent certes commencer le 3 mai à Paris, mais il ne s'agit encore que « de causer ». Est-il optimiste quant à leur évolution ? Pham Van Dong se contentera de répondre : « Je suis, j'ai été et je serai toujours optimiste », avant de laisser éclater l'un des grands rires qui ponctueront sa conférence de presse.

Pris à parti par plusieurs journalistes au sujet des camps de rééducation, le ton du Premier ministre devient plus sec : « Nous avons faits des sacrifices énormes pour parvenir à notre indépendance, et cela pour chaque citoyen. Les droits de l'homme, c'est le droit pour chaque Vietnamien d'être libre chez lui et indépendant dans son pays. Nous ne concevons pas les droits de l'homme de façon formelle. C'est plus sérieux... ». Il compare le sort des anciens officiers fantoches à celui qui fut

réserve en France aux collabos. « Nous, on les aidera à se réinsérer dans la communauté nationale ». Mais il ne dit mot des canaux d'expression des divergences politiques au sein de cette communauté : « Notre politique, je le dis avec modestie, répond aux besoins de tout notre peuple ».

Les rapports avec les autres pays asiatiques ? Ils sont « très bon avec la Chine, comme avec l'URSS ». Le différend entre Pékin et Hanoi sur l'appartenance des îles Spartleys ? Des négociations devront avoir lieu « en temps opportun ». Les rapports avec les Etats non-socialistes de la région ? Ils sont « normaux » sauf avec l'un d'entre eux (la Thaïlande). Et le Vietnam privilégiera les rapports bilatéraux dans la région : l'association des nations d'Asie du Sud-est est par trop « ambiguë ».

L'aide aux mouvements de libération ? Le ton s'affirme là plus insistant. « Depuis toujours, surtout durant notre guerre de résistance, notre combat était une aide, et la plus considérable qui soit. Nous avons fait la démonstration qu'un peuple déterminé, aidé par d'autres peuples comme le peuple de France, peut vaincre. Voilà comment nous concevons l'aide. Aujourd'hui, nous soutiendrons ces mouvements, politiquement et moralement de toute nos forces. Mais vous savez qu'économiquement, nous ne sommes pas en mesure de le faire. Et la révolution ne s'exporte pas. Si l'on devient assez fou pour le tenter, on ne récoltera que de mauvaises choses. Vous êtes d'accord ? ».

Et le Premier ministre de conclure sa conférence de presse en adressant « ses remerciements au peuple américain et à tous ceux qui nous ont soutenus. Maintenant que la guerre est finie, ajoutera-t-il, je vous demande de continuer à nous soutenir et de transmettre nos meilleurs sentiments à nos amis, qui resteront nos amis... »

Pierre Rousset

NOTES INTERNATIONALES

ERYTHREE

L'armée éthiopienne de défaite en défaite

Le Front populaire de libération de l'Erythrée vient d'annoncer la libération de Ila Baraad (à 60 kilomètres à l'ouest d'Asmara), après un mois de combats. Trois cent soldats éthiopiens auraient été faits prisonniers et la raffinerie d'Asaab (sur la mer Rouge) à nouveau endommagée. Trois avions éthiopiens qui bombardaient la ville de Tessene auraient été abattus. Pour le FPLE, l'expulsion de journalistes et la fermeture des consulats d'Asmara sont liés au fait que l'armée éthiopienne est encerclée dans quelques villes d'Erythrée, pendant que le régime éthiopien envisage de lancer une nouvelle marche rouge sur ce pays, après celle qui avait piteusement échoué l'année dernière.

INDE

7 dirigeants naxalites arrêtés

Sept dirigeants naxalites du Bengale occidental arrivés à New Delhi pour avoir des entretiens avec le ministre de l'Intérieur indien, Singh, ont été arrêtés aussitôt.

Ils venaient négocier avec le ministre la libération des 12 000 naxalites qui se trouvent encore en prison. Le gouvernement avait

déclaré que 645 naxalites seulement étaient en prison et avait pris comme décision de libérer ceux qui n'avaient pas participé à des « actions violentes ».

GB

Reprise à la British Airways

Les 4000 techniciens de la British Airways, à l'aéroport de Londres, Heathrow, ont voté massivement mercredi en faveur de la reprise du travail, mettant ainsi fin à un mouvement de grève qui dure depuis 24 jours.

Les 4000 techniciens chargés de l'entretien des avions au sol ont pris cette décision à la suite d'un accord intervenu entre les grévistes et les autres syndicats représentés à Heathrow sur l'élaboration d'une plate-forme revendicative commune.

ESPAGNE

Rafael Alberti est de retour

Le poète andalou Rafael Alberti est arrivé mercredi en début d'après-midi à Madrid, en provenance de Rome.

Rafael Alberti a été désigné comme tête de liste par le Parti communiste pour la zone de Cadix pour les législatives de juin pro-

chain. Il a été accueilli par plusieurs centaines de manifestants. Le poète, qui revient d'un exil de 37 ans, passé en France, en Argentine et en Italie, s'est refusé à toute déclaration, expliquant seulement : « J'ai quitté l'Espagne le poing fermé, car c'était la guerre, je reviens la main tendue vers la fraternité. »

DANEMARK

Typos en lutte

Des manifestants danois ont tenté hier, comme ils l'avaient fait les jours précédents d'empêcher la diffusion des 150 000 exemplaires du quotidien conservateur « Berlingske Tidende » ; ils n'y sont pas parvenus, contrairement à ce qui s'est passé mardi où les manifestants avaient réussi à interdire la distribution du journal.

C'est la décision du journal de faire imprimer depuis trois jours son journal sans l'aide de typographe, et de licencier les 1000 lithographes et typos que comptait l'entreprise avant l'introduction des techniques nouvelles, qui est à l'origine du mouvement.

Les typos de 45 des 50 journaux danois ont repris le travail après cinq semaines de grève. Les cinq autres quotidiens sont également reparus, mais imprimés par du personnel non typographe. Les typographes de la plupart des journaux danois ont repris le travail après la signature, samedi, d'un accord portant sur l'introduction des techniques nouvelles dans les ateliers, laissant ainsi isolés leurs collègues du « Berlingske Tidende ».

LE NOUVEAU CODE DES INVESTISSEMENTS

Le nouveau « code des investissements » qui doit réglementer les rapports entre le Vietnam et les investisseurs français, offre d'assez substantiels avantages aux porteurs de capitaux étrangers. Le Vietnam ne peut en effet payer en devises, sauf en ce qui concerne les projets financés par l'aide liée accordée par des gouvernements occidentaux. Et le commerce extérieur (produits agricoles et de la pêche) ne reprend que très progressivement.

Dans les entreprises ou sociétés mixtes, la participation étrangère pourra atteindre les 49 %, l'Etat gardant donc le contrôle de l'affaire. Mais, en ce qui concerne les entreprises travaillant exclusivement pour l'exportation, le capital semble pouvoir être entièrement étranger. Dans ce cas, en effet, la production de telles sociétés n'interfère pas avec l'organisation du marché national. Le Vietnam bénéficie de la formation de l'emploi, de l'apport de technologie, et de l'entrée de devises : impôts sur les bénéfices et paiement des salaires du personnel vietnamien en monnaie étrangère. Le gouvernement garantit qu'en cas de nationalisation, les investisseurs seront dédommagés « raisonnablement ».

L'Etat prélève des impôts correspondants à entre 30 et 50 % des bénéfices suivant les branches. Des exceptions, notamment durant les premières années d'exploitation. Les bénéfices nets annuels pourront être rapatriés ou transférés à l'étranger, déduction faite des impôts et des prélèvements pour constituer le fond de réserves, jusqu'à 25 % du capital investi.

Le gouvernement vietnamien tente aujourd'hui d'intéresser suffisamment les capitalistes étrangers pour qu'ils acceptent de participer à la reconstruction et au développement du pays, sans perdre pour autant les possibilités de planifier le développement.

P. R

Un 1er Mai de lutte

C'est par dizaine de milliers que nous nous retrouverons dans la rue dimanche. Tout doit être fait dans les heures qui viennent pour, que, partout, soit assurées les conditions du plus large succès possible ; pour que s'exprime, en ce 1^{er} Mai 1977, la volonté qu'ont les travailleurs d'en finir avec la politique de chômage, d'austérité, de vie chère du gouvernement fantoche de Barre.

Cette aspiration à des changements radicaux, les travailleurs sous l'uniforme la clameront aussi, à l'heure où le pouvoir contraint certains d'entre eux à jouer les briseurs de grève dans les rues de Paris, à l'heure où des dizaines d'entre eux sont incarcérés dans l'arbitraire le plus total, soupçonnés qu'ils sont d'avoir lutté pour la satisfaction des revendications les plus populaires du contingent.

Cette aspiration à un autre régime, à une autre vie, le cortège autonome des femmes s'en fera l'écho. L'accord conclu avec les organisations syndicales leur permettra, souhaitons-le, que ne se reproduisent pas les scandaleux incidents de l'année dernière. Ce cortège permettra que s'expriment les revendications des femmes, la volonté de construire le mouvement autonome des femmes, seule garantie pour mener jusqu'au bout la lutte contre la surexploitation et de l'oppression des femmes.

Mais cette volonté d'en finir avec ce gouvernement de crise, nombreux sont ceux qui pensent que les propositions des partis du Programme commun ne permettent pas de la concrétiser et pire qu'elles la dévoie et la vouent à l'échec.

C'est pourquoi, à l'appel de la LCR de LO et de l'OCT le cortège des révolutionnaires affirmera une alternative possible à la politique de l'Union de la gauche.

Les municipales ont montré que le pouvoir était minoritaire. La journée d'action du 28 avril a montré la volonté de lutte des travailleurs. L'ampleur et la vigueur des mobilisations du 1^{er} Mai doivent montrer qu'il est possible de chasser Giscard-Barre.

Rendez-vous dimanche à 15 heures, place de la Nation.

En attendant le départ, les organisations révolutionnaires organiseront un meeting avec une partie spectacle. On pourra en plus acheter des bouquins et se rafraîchir !

AUJOURD HUI

Meeting à Persan-Beaumont (95), Salle Pierre Brossolette, à 21 h, avec Daniel Bensaïd sur le thème « la situation politique et les tâches des révolutionnaires. »

Trappes : grève de l'augmentation des loyers des mini-foyers PTT

Dans une note individuelle, adressée aux résidents, le 29 mars, l'administration des PTT annonçait que les loyers passaient, à compter du 1^{er} avril, de 215 F à 230 F (chambre pour deux) et de 280 F à 300 F (chambre individuelle), soit une progression de 7%. Les salaires n'augmentent que de 1% à la même date !

Les loyers devaient être réglés impérativement avant le 3 avril, sous peine d'exclusion (on l'a facile au mini-foyer). Les organisations syndicales lançaient un vague mot d'ordre de grève sans organiser de riposte unitaire, laissant chacun démuni face aux menaces et aux pressions administratives. Sous la pression des travailleurs, les sections locales CGT et CFDT ont « enfin » pris leurs responsabilités et lancé un mot d'ordre de grève de l'augmentation des loyers avec récupération du mois d'avril, déjà payé, soit 200 et 260 F.

La grève devait s'étendre à l'ensemble des mini-foyers. Les postiers, parqués en foyers, doivent demander maintenant l'ouverture des cahiers de charges et se mobiliser pour obtenir l'annulation du règlement intérieur qui est le même que celui des foyers SONACOTRA.

Correspondant

Meeting à la Mutualité avant-hier

Une Mutualité pleine, mais pas débordante, pour le meeting de la LCR de mercredi soir. Les discussions qui sont en cours entre les organisations d'extrême gauche comme en leur sein, en particulier autour de la mobilisation du 1^{er} Mai, avaient amené un public assez diversifié de militants de ces différentes organisations. A la tribune, deux camarades femmes qui devaient prendre la parole.

Le meeting a débuté avec J. Métais par la dénonciation du plan Barre et du poids de l'austérité qui pèse sur les travailleurs. Puis un tableau de la situation et des pro-

blèmes de l'opposition dans les pays de l'Est fut brossé par C. Verla ; un message du comité Paradjanov adressé au meeting (emprisonnée en URSS pour homosexualité) fut lu à la tribune.

S. Triton décrit les nouveaux développements du mouvement des femmes en particulier dans un pays comme l'Espagne. La lutte contre le régime d'Afrique du Sud fut largement évoquée par le président qui passa ensuite la parole à D. Bensaïd.

Celui-ci évoqua en conclusion les problèmes de l'unité des révolutionnaires et de la construction d'un parti mondial de la révolution.

A minuit, une internationale plutôt bon enfant clôtura ce meeting placé à la fois sous le signe de l'internationalisme et de l'unité des révolutionnaires.

Meeting pour la libération des soldats emprisonnés à Toulouse

Ce soir à Toulouse, meeting pour la libération des soldats emprisonnés à 21 h à la Bourse du travail dans les locaux de la CNT, organisé par le comité INSA pour la libération de Laurent Cailleux et des soldats emprisonnés et soutenu par le MAS, comité de lutte INSA, le Comité de soutien aux luttes des soldats, objecteurs, insoumis, le SNEsup, SGEN, la LCR, l'OCT, le PSU.

L'armée tue

Au cours d'une séance de pilotage de nuit, un stagiaire pilote a été écrasé entre deux chars le 21 avril. Selon le comité de soldats, le soldat grièvement blessé devait décéder le lendemain. Les autorités militaires n'ont annoncé l'accident que mardi.

Renvoyeurs de livrets en procès

L'abbé Pierre Cros, prêtre d'origine aveyronnaise, a comparu mardi devant la 17^e chambre correctionnelle pour avoir renvoyé son livret militaire en solidarité avec la lutte des paysans du Larzac. Le procès fut l'occasion pour une agricultrice du Larzac de réaffirmer que leur lutte continuerait plus vigoureusement que jamais. Jugement sous huitaine. D'autre part, à Metz, le tribunal de grande instance a condamné mardi également André Jacquemot pour avoir renvoyé son livret militaire en février 1976 en même temps que treize autres personnes à l'issue du procès de l'insoumis Jean-Louis Soulié.

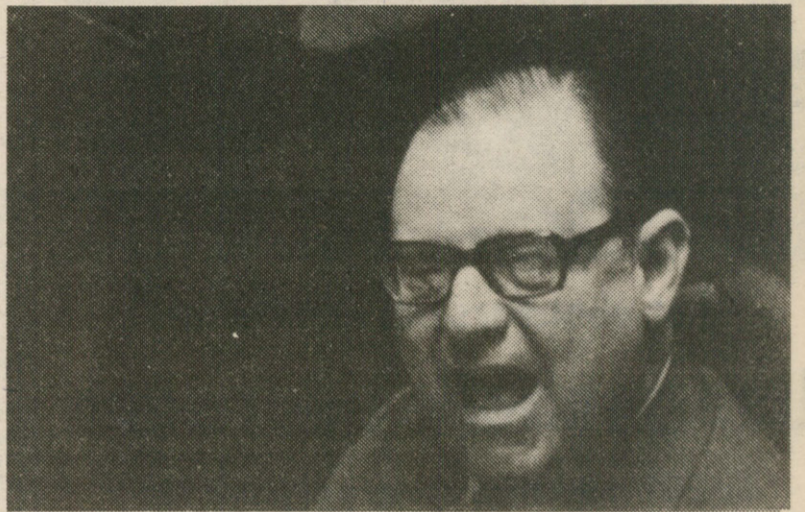
Hier, fin du débat sur les mesures proposées par le gouvernement Barre-bis

CRISE EN CHAMBRE

Seulement trois députés RPR — ceux de la Moselle — se sont donc abstenus sur le vote demandé par le gouvernement Barre-bis. Un vote sans confiance politique : les députés RPR ont en effet abondamment expliqué à quel point le plan de Barre ne leur paraissait pas « à la hauteur ». C'était même hier une franche ambiance de crise à la Chambre, digne des heures les plus grotesques de la IV^e République. Gueuler tout en rafistolant sa « majorité » en ruine, postillonner du haut du « perchir » pour avoir l'air d'avoir de l'autorité : un art de gouverner qui convainc de plus en plus la bourgeoisie que la faillite se consomme à grande vitesse. Mais les députés du PC et du PS, eux, regardaient...

Barre était là, à son siège, avant tout le monde, rageur et studieux, relisant ses notes. Celles qu'à 15 h tapantes, il s'est mis à lire, en ouverture de cette dernière journée de débats sur le deuxième volet de son plan. On était loin du serein professeur d'il y a quelques mois. Tout gonflé de colère, le Premier ministre a donc lancé ses anathèmes. Vers les députés de l'Union de la gauche d'abord, et à travers eux aux grévistes. « Comment ne pas dénoncer les instigateurs de ces manœuvres qui veulent donner le pouvoir à la rue et saper les institutions de la république ! Comment ne pas qualifier d'indécents ces grèves du secteur public où l'emploi est garanti, au moment même où toute l'action du gouvernement cherche à réduire le chômage ? ». Et de continuer, en une longue et creuse diatribe sur le thème « des syndicats qui cherchent à ruiner l'économie ». Cette fermeté de lutté de foire satisfaisait-elle les députés RPR ? Ils gardaient les bras croisés, mais c'était bientôt à eux d'en prendre pour leur grade.

« Comment le gouvernement peut-il accomplir sa mission si la confiance lui est, à l'avance, découpée en rondelles. Comment se soumettre à des sommations permanentes ? ». Graves questions qui n'avaient guère l'air de troubler les Debré, Labbé, Guena qui, les jours précédents n'étaient acharnés à descendre en flammes les prétentions du gouvernement à faire face à la crise. « Un gouvernement, gouvernement de la V^e République ne peut pas accepter cela. La confiance ne se donne pas dans le brouillard. La confiance se donne ou se refuse ». Désopilantes rodomontades, que Barres lisait laborieusement, en s'appliquant pour bien mettre le ton. Mais ce n'était pas tout. « Comment ne pas voir une campagne contre moi », expliquait Barre, « quand on me présente sous les traits d'un professeur Wimbus plmgé dans les indices, ou sous les traits d'un théoricien diaphane méprisant la politique et ceux qui s'y adonnent ». Diaphane, Barre ? Bigre. « Cette campagne : par qui est-elle inspirée ? », demandait-il. Les députés de l'Union de la gauche, réjouis, comme au spectacle : « Chirac ! Chirac ! ». Et il continuait, se lamentant de n'être pas reconnu comme le véritable chef de la « majorité », de voir ses « arbitrages » refusés. Une grosse colère geignarde. Mais, il le disait aussi : « Simple citoyen ou Premier ministre, je lutterai de toute mes forces pour que l'opposition soit battue ». Mettait-il sa



démision dans la balance. A la lettre, tout son discours allait dans ce sens. Il refusait, pris à la lettre, d'être soutenu à moitié. Soutenu, ou supporté ?

Violemment mis en cause, le RPR ne pouvait que demander une interruption de séance. Atmosphère de crise, de conciliabules hatifs. Barre et Debré s'engueulaient dans les couloirs, Chirac, arraché à ses occupations à la mairie de Paris rappliquait en vitesse, furieux. Les députés de l'opposition parlementaire se promenaient, goguenards.

Reprise de séance. Guéna intervenait à son tour à la tribune. Il disait en substance : « L'économie c'est compliqué. Mais il faut des choix politiques simples. Le gouvernement Barre ne les fait pas et c'est pourquoi nous sommes défiants vis-à-vis de lui ». Soutien conditionnel donc : le contraire de ce qu'avait exigé Barre.

Péripiéties ou accélération brusque de la crise ? Tout la question est là, et elle interroge eu premier chef ces députés de l'Union de la gauche qui étaient présents hier comme on plastronne au théâtre : comme désimpliqués. « Le gouvernement et la majorité sont disqualifiés » disait Defferre, ajoutant en s'adressant à Barre : « Vous voilà seul, critiqué par tous. C'est pire que d'être renversé ». Est-ce à dire que cela évite à l'Union de la

gauche, elle qui, comme l'a rappelé Mitterrand se sait majoritaire mais se veut plus que jamais « ferme » mais « sage ». Barre n'est fort que du refus des autres.

Le RPR réclame un chef, mais ne veut pas de Barre. Cherche-t-il à le contraindre à démissionner en multipliant contre lui embûches et camouflet ? C'est possible, faute de vouloir prendre directement prendre l'initiative de la crise en mettant le gouvernement en minorité.

Barre peut-il espérer rafistoler sa « majorité » parlementaire alors qu'elle ne vote pour ses mesures économiques que pour mieux exprimer sa défiance politique ? C'est douteux. Et durer un an dans ces conditions est un exercice qui laisse sceptique. Chacun joue ici un jeu des plus tangeants.

Reste l'inacceptable attitude de ces députés du PC et du PS qui comptent les points et se drapent dans leur dignité amusée, l'oeil rivé sur le calendrier. Barre s'est ridiculisé une fois de plus. Le RPR a montré une fois de plus jusqu'ou il savait aller trop loin. Mais les mesures proposées par le gouvernement sont entérinées. Les travailleurs en paieront le prix jour après jour : et c'est d'une toute autre importance que le cirque parlementaire.

Jean-François Vilar

Eskofisk

22 000 TONNES DE PETROLE RECOUVRENT LA MER DU NORD

La situation ne s'améliore pas sur la plate-forme « Bravo » d'Ekofisk, en mer du Nord. Les tentatives de colmatage de la conduite ont échoué pour la troisième fois, hier. Le travail consiste à fixer sur une valve de sécurité un « couvercle » pour bloquer la conduite endommagée, tandis que l'on injecte de la boue pour contrebalancer la pression du jet de pétrole.

Les hommes qui travaillent sur la plate-forme « Bravo » doivent agir de concert avec une équipe qui, installée sur une plate-forme de service, doit commander toutes les manœuvres d'injection de la boue. Cela demande une coordination et une précision sans failles.

Paradoxalement, les équipes de sauvetage doivent subir les effets du radoucissement du temps.

Quand le vent balaie fortement la plate-forme, ils leur est difficile d'opérer. Mais quand le vent arrête de souffler, une concentration de gaz se forme très rapidement dans l'atmosphère et rend extrêmement périlleuse la poursuite des opérations. En effet, la conjonction de ce gaz et des retombées de pétrole peut à tout moment provoquer un véritable ravage.

Les opérations d'hier ont donc échoué, le pétrole continue de se déverser, et plus de 22 000 tonnes de « brut » forment une nappe gigantesque. Le « fameux » Red Adair et son équipe, présents comme les sauveurs, se montrent incapables de remédier à ce désastre. De ce point de vue, c'est la faillite.

D. C.

La journée d'action de la Fonction Publique

Une manifestation spectaculaire un mouvement inégal

EGF : des coupures importantes ont affecté de nombreux secteurs



Les éboueurs ont manifesté

Une poubelle pour sono

La CGT rencontre Stoleru aujourd'hui

Une journée de grève pas comme les autres hier pour les éboueurs. Pour 24 heures, leurs revendications spécifiques avaient fait place à la protestation plus générale de la Fonction publique. S'ils ne défilaient pas en tête de la manifestation, comme cela leur avait été promis la veille à la Bourse du travail, ils étaient pourtant nombreux, dynamiques et décidés, une poubelle en guise de « sono » !

En fin d'après-midi aujourd'hui, les responsables CGT doivent rencontrer Stoleru, secrétaire d'Etat à la revalorisation de la condition manuelle (sic), mais ne semblent pas se faire de grandes illusions sur l'issue de cette entrevue.

Les Unions départementales CGT et CFDT ont publié un communiqué selon lequel « elles condamnent la décision du maire de Paris, Jacques Chirac, d'utiliser les soldats du contingent pour l'enlèvement des ordures ménagères, décision qui dévoie et dénature le rôle de l'armée ».

D'autre part, le syndicat CFDT de la ville de Paris et l'UD-CGT, suite à l'incident survenu mer-

credi à la Bourse du travail (« Rouge » du 28 avril), constatent, dans un communiqué, que « le syndicat CFDT de la ville de Paris est présent dans le conflit des éboueurs et est représentatif d'une partie du personnel ». Ils ajoutent : « Une nouvelle fois, la CFDT n'a pas pu s'exprimer devant les travailleurs en grève. Cette attitude est contraire à l'unité d'action que pratiquent nos deux organisations ».

Pendant ce temps, l'armée continue le ramassage des ordures. Aux régiments indiqués précédemment par « Rouge », il faut selon nos correspondants, ajouter un régiment du génie de Kiehl ainsi qu'une centaine d'hommes du 19^e RG de Besançon.

Chirac promet que l'essentiel des détritiques aura disparu au début de la semaine prochaine. Une rapide tournée dans Paris montre pourtant que l'ampleur des opérations est très inégale selon les arrondissements. C'est sans doute un hasard si les « beaux quartiers » semblent avoir tiré tout le bénéfice du « plan aspirateur »...

E. E.

LA JOURNÉE DU 28 EN PROVINCE

● CLERMONT-FERRAND. Deux mille manifestants, ce n'est pas négligeable, mais peu de dynamisme dans le cortège, sauf de la part des femmes de Brun, entreprise en grève, qui s'étaient jointes à la manifestation, et de la part des cheminots. Le plus déplorable fut la bataille de slogans entre la CGT et la CFDT.

● ROUEN. Des débrayages importants dans la Fonction publique ; la grève a été bien suivie à la SNCF et à l'EDF. La manifestation n'a rassemblé que 1 500 à 2 000 personnes avec de petits cortèges combattifs, mais sans perspectives.

● CAEN. Grève à 60 % dans la Fonction publique, particulièrement à l'EDF. Manifestation de 1 500 à 2 000 personnes peu combattive.

● RENNES. Deux mille manifestants à la manifestation appelée par la CGT et la CFDT et la tendance Unité et action de la FEN ; la

participation plus massive que le 27 janvier s'explique par l'importance des délégations du secteur nationalisé (SNCF, EDF), peu de combativité, sauf dans le cortège de l'hôpital psychiatrique. Un nombre significatif de travailleurs, tout en participant à la grève, ont exprimé en assemblée générale, soit par motions, soit par tracts, des réserves sur l'efficacité des grèves de 24 heures.

● SAINT-ETIENNE. Manifestation de trois mille personnes avec de fortes délégations de l'EDF.

● ORLEANS. Deux mille manifestants, des délégations de nombreuses boîtes en grève, une manifestation peu combattive. Une intervention des flics a eu lieu contre les piquets de grève de la fonderie de Chânesseau.

● BORDEAUX. Huit mille personnes à la manifestation ; un cortège surtout marqué par des délégations de boîtes en lutte, nombreuses et dynamiques (Dassault, Ford, Bordeaux-Sud, Tricot-Saint-Joseph). La police a voulu empêcher une camionnette-sono de Bordeaux-Sud d'emprunter avec le reste de la manifestation les rues piétonnières ; les travailleurs de Dassault ont repoussé les flics dans les vitrines et la camionnette a pu passer.

● MARSEILLE. Cinq mille personnes à la manifestation à la préfecture. Un cortège surtout composé de militants syndicaux, des cortèges animés de la Santé et de la Sécurité sociale.

Paris avait un aspect bien étrange, ce 28 avril. Les trottoirs toujours envahis d'ordures, les gares silencieuses où la foule attend les quelques trains disponibles, les bouches de métro aux grilles fermées, la cacophonie des embouteillages sous les feux rouges éteints.

Les coupures d'électricité auront dominé cette journée avec des baisses de charges de 50 à 60 % jeudi matin. Le trafic SNCF a été réduit : un train sur quatre en banlieue parisienne. A la RATP l'arrêt des métros a été total une bonne partie de la journée bien qu'il y ait peu de grévistes. Les coupures ont touché le privé où beaucoup de patrons ont mis le personnel en chômage technique (Renault 60 000 personnes).

Mais cette journée d'action a connu une mobilisation très différenciée selon les secteurs ou la régions, si l'on prend comme mesure la tonalité et l'importance des cortèges. On a noté partout une mobilisation importante des hospitaliers alors que les attaques répétées, les conflits éparpillés et isolés avaient fini par faire reculer la combativité dans les derniers mois. Par contre les fonctionnaires des administrations traditionnelles se

sont peu engagés dans cette grève lorsque les luttes locales n'avaient pas entretenu un climat offensif ; la rupture de l'unité des sept fédérations étant perçue par les travailleurs les moins combattifs comme un recul.

Si la grève a été morne à Montpellier et la manifestation peu nombreuse, à Bordeaux en revanche la présence de nombreuses entreprises en lutte du privé a donné un dynamisme exceptionnel à cette journée.

A Rennes des sections CFDT importantes n'appelaient pas à la grève sur la base d'une critique des journées d'action, alors que d'autres secteurs participaient en votant des motions de défiance à la tactique syndicale.

Demain la grève se poursuivra chez les roulants à la SNCF, dans les autres secteurs les problèmes revendicatifs demeureront. Il sera temps de faire le bilan du 28 et de cette forme d'action et de tracer des nouvelles perspectives de lutte. L'idée d'un mouvement coordonné et prolongé s'impose pour obtenir la satisfaction négociée de nos revendications.

Plusieurs milliers de manifestants hier à Paris

Sous le signe de l'EGF, des hôpitaux et des éboueurs

Dix heures, devant la gare Saint-Lazare : encore peu de monde : les banderoles se disposent dans les rues adjacentes. Quelques groupes arrivent à pied, sans se presser sous le soleil printanier.

C'est que, depuis 9 h, il n'y a plus aucun métro, on a même fermé les grilles des bouches. Un syndicaliste de la RATP m'explique : « Ils ont coupé le jus, la direction a supprimé les rames. Nous, à la CFDT, on n'a pas appelé à cette grève, tout juste un dérayage de deux heures pour voir venir la manifestation. D'ailleurs, je l'ai bien dit tout à l'heure à Edmond (il se trouve dans le service d'ordre de tête à côté du dirigeant confédéral), ces 24 heures, on ne veut plus les faire. »

Plus d'électricité donc : « A 9 h ce matin, nous avons remis le réseau à la direction. C'est à elle de décider les coupures ; comme les baisses de charge ont été très importantes, une bonne partie du réseau est coupé » précise une syndicaliste de l'EGF.

Au bout d'une demi-heure, cependant la rue est pleine, on ne peut plus circuler. C'est une grande manifestation de la Fonction publique, comme on a pu en voir ces derniers mois.

Le cortège s'ordonne. La Sécurité sociale ouvre la marche et donnera le ton à la protestation. Les slogans « La Sécu aux travailleurs, c'est pour demain, quand on aura le Programme commun » de la CGT rivalisent avec ceux de la CFDT « Médecine gratuite, la Sécu aux travailleurs ».

Et puis, après un cortège modeste des Banques et des Assurances, arrivent ceux qu'on attendait : les éboueurs, précédés d'un tambour improvisé sur une poubelle métallique « Chirac, négocie » et « Unité, Action, avec la CGT » qui rythment ce cortège massif et bon enfant.

Maintenant ce sont les blouses blanches des hospitaliers qui déferlent, très nombreuses, symptômes du regain de la combativité qui, face aux attaques sévères du pouvoir, en avait pris un coup. Les enseignants seront très peu nombreux : les cortèges du SNES, encore plus du SNESUP sont squelettiques, signe des hésitations créées par les querelles entre les différents courants de la FEN.

Les cheminots défilent derrière une banderole unitaire CGT-CFDT qui tranche par rapport au climat de division et de surenchère des cortèges séparés.

Enfin, les gaziers et les électriciens se sont beaucoup investis dans cette manifestation. Ce sont eux qui auront donné le ton à cette journée par les coupures très sévères opérées sur le réseau. Les gaziers CGT promènent dans une 2 CV les effigies masquées de Barre et Giscard, en scandant des mots d'ordre pour le renforcement de la CGT. Le cortège CFDT



modeste rappelle sa revendication « 300 F pour tous », et n'oublie pas la grève des éboueurs « Soldat sous l'uniforme, tu restes un travailleur ». Les fonctionnaires des administrations étaient peu présents, malgré un cortège dynamique et massif des postiers.

Cette manifestation importante, très marquée par la CGT, ne tranchait pas cependant sur les précédentes. Elle exprimait avant tout la protestation contre l'austérité, concrétisée par le slogan omniprésent : « Barre, y'en a marre ! »

Pierre Lopez

CDF-Chimie

En grève pour 48 heures sur le complexe de Lacq

Sur le complexe de Lacq, la fermeture de l'usine CDF-Chimie prévue pour le 15-12-1977 serait le début d'un véritable démantèlement. Pour refuser ce projet patronal, les travailleurs de CDF-Chimie ont déjà fait 72 jours de grève en mai, juin, juillet 1976.

Depuis la suspension de leur mouvement, ils ont fait un grand effort d'explication, démontrant la fausseté des promesses de créations d'emploi. Ils ont proposé aux autres entreprises du complexe de Lacq une action d'ensemble.

Pau : de notre correspondant.

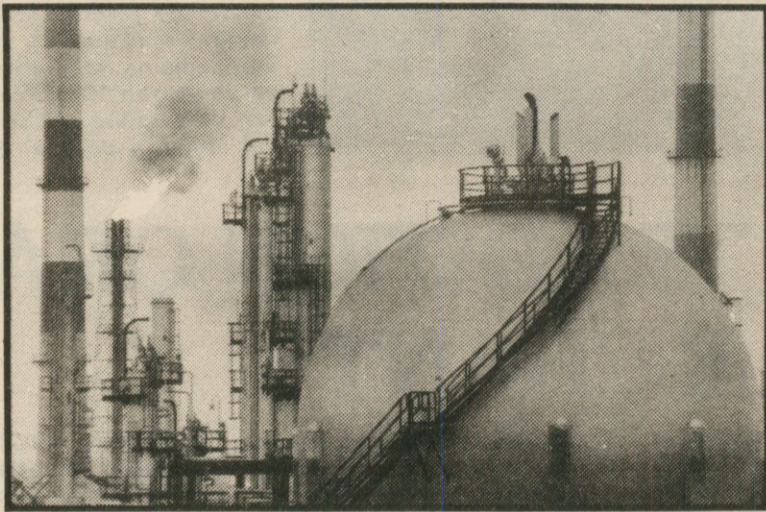
Jeudi à Pau, le tribunal devait rendre son jugement sur la plainte déposée contre la direction de CDF-Chimie par les représentants du personnel. Ceux-ci réclament une expertise sur la rentabilité de l'usine et accusent la direction d'entrave à l'information du comité d'entreprise.

En effet, la direction de CDF prétend que l'usine de Mont n'est plus rentable, mais elle refuse de donner les documents comptables qui permettraient de le vérifier.

Jeudi matin, à Mont, la grève a débuté, elle se poursuit aujourd'hui. Une assemblée générale prévoira les actions du mois de mai. Leur but est de faire comprendre à l'ensemble des entreprises et des municipalités de gauche que « la lutte est la seule solution pour assurer

de droit de vivre au pays ». La CFDT du complexe de Lacq appelle à 24 heures d'action pour soutenir ceux de CDF-Chimie. Il y aura 2 heures de grèves à la SNPA à l'appel de la CFDT, une

heure d'information par poste à Aquitaine-Total-Organico. La seule entreprise où l'appel est commun à la CGT et à la CFDT est Pêchiney où 4 heures de grève sont prévues.



Le complexe de Lacq (photo Viva).

FURNON

«Un patron tellement social...»

Nous avons publié hier un article sur l'étrange histoire de Furnon, petite entreprise de la région d'Alès. M. Furnon est un patron un peu particulier : il a interdit l'accès de son usine à 54 travailleuses qui tentaient de créer un syndicat CGT. Il a réussi aussi à obtenir le soutien des 122 ouvrières qui seraient opposées à la création du syndicat.

Cette affaire fait beaucoup de bruit à Alès et même dans la presse nationale. M. Furnon et quelques-uns de ses « collaborateurs » doivent s'inquiéter de cette publicité qui vient troubler la « bonne » ambiance qui règne dans cette entreprise si « sociale ». Aujourd'hui, les « anti-CGT » ont l'intention de manifester derrière leur patron.

« Midi, hier, à la rubrique sociale. Un coup de téléphone. Le correspondant est difficilement audible.

« Allo, le journal « Rouge » ? Bonjour Monsieur. Je suis membre du personnel de l'usine Furnon et je m'étonne de l'article que vous faites paraître aujourd'hui. Je suis moi-même communiste et je ne comprends pas pourquoi la gauche s'acharne sur un patron tellement social. Nous avons les plus hauts salaires de la région. M. Furnon nous a accordé depuis quatre ans la cinquième semaine de congés payés, alors que la convention collective de l'habillement ne l'y contraint pas.

Au moment où ces filles ont voulu créer ce syndicat CGT, il était sur le point de nous accorder une sixième semaine. La majorité du personnel n'a rien à reprocher à M. Furnon. Pour nous, l'entreprise, c'est quelque chose de magnifique. M. Furnon a démarré avec une machine, sa dame travaille au milieu de nous.

Il n'a pas de villa, pas de yacht. Il travaille 12 heures par jour. Ça fait douze ans que je suis dans l'entreprise : sans élection, sans syndicat, nous n'avons jamais eu de problème. »



Les établissements Furnon. AFP.

— Mais dans l'entreprise, vous faites quoi ?
 — Je... bien... mon travail, vous voulez dire ?
 — Oui, c'est ça.
 — Je suis un temps — puis il se décide — chef d'expédition.
 — Vous êtes cadre en somme ?
 — Si vous voulez... mais je suis tout le temps avec le personnel.
 — M. Furnon est au courant de votre coup de téléphone ?
 — Bien sûr que non Monsieur. Je fais ça de ma seule initiative

pour vous dire que ce n'est pas juste.

— Vous téléphonez d'où ?
 — ... d'un atelier. J'en profite, M. Furnon est occupé.

La délation n'est pas dans nos habitudes. Mais M. Furnon est désormais au courant : certains de ses cadres attendent qu'il ait le dos tourné pour passer des coups de téléphone personnels aux frais de l'entreprise !

E. E

Dans le Béarn comme à Paris

Messier licencie

Le groupe Messier, spécialisé dans les trains d'atterrissage, fait beaucoup parler de lui ces derniers temps. Il possédait trois usines dans le Haut-Béarn : Bidos, Izeute et une fonderie à Arudy. Celle-ci est en grève avec occupation depuis plus de deux semaines, les travailleurs s'opposent à une mesure de trente-six licenciements.

Les deux autres usines ont été intégrées, à la suite d'une opération boursière, au groupe Hispano, lui-même contrôlé par la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'avions (SNECMA). Or, la maison-mère du groupe, Messier-Hispano, à Mont-rouge, annonce à son tour un plan de... deux mille licenciements !

De notre correspondant.

Aujourd'hui, se déroulent chez Messier-Hispano, les élections de délégués du personnel. Dans un climat qui commence à être assez agité. Des réunions d'information sur le temps de travail se sont tenues ces quinze derniers jours.

La CGT a organisé une réunion centrale regroupant des délégués des différentes usines du groupe. Une plate-forme revendicative devrait en sortir, pétitions à la clé. Il faut croire pourtant que ce n'est pas ce qui empêchera la direction d'afficher son plan de deux mille licenciements.

Car, c'est bien un plan de licenciements, baptisé « plan de pré-retraite », qui a été annoncé aux représentants des travailleurs lors du dernier comité central d'entreprise. Selon les termes de la direction, il s'agirait de licenciements économiques et par volontariat. Le choix laissé à ceux qui doivent partir est pourtant maigre : ou ils seront dehors avant le 4 mai, ou... ils seront désignés d'office par la direction.

Certes, les catégories principalement touchés par les mesures de la direction — cadres, maîtrise, techniciens et « seulement » quelques ouvriers — ne sont pas très « populaires », mais il est probable qu'il ne s'agit là que d'une première charrette, Messier-Hispano voulant mettre à profit, comme

tant d'autres grandes boîtes, l'alibi de la crise pour accélérer la rentabilisation et la restructuration.

Sinon, comment expliquer ces manœuvres ? Une étude de la CGT l'a montré : Messier-Hispano est une entreprise dont les affaires marchent bien. Elle a passé dernièrement des accords avec des sociétés américaines : Berthes, Douglas, Boeing. Elle vient en outre d'étendre son champ d'action à une industrie où les profits sont souvent juteux : l'énergie nucléaire.

Conséquence de cette diversification, le chiffre d'affaires a pratiquement doublé entre 1974 et 1976 : de 335 millions de nouveaux francs à 600 millions. Mais, parallèlement, la masse salariale, elle, n'a cessé de baisser : de 34 % de ce chiffre d'affaires, il y a deux ans, à 29 % aujourd'hui. Pendant le même temps, alors qu'on liquidait des emplois, la durée du travail chez Messier demeurait de 41 h 30 hebdomadaires. Autant dire cadences et horaires élevés.

Après l'annonce du renforcement du plan Barre, la lutte pour l'emploi ne fait sans doute que commencer pour les 1 400 travailleurs de Messier-Hispano. Plus que jamais, la revendication des 35 heures immédiates, sans perte de salaire et sans hausse de cadence, y est d'actualité.

ARUDY

Les millions-voyageurs d'une fonderie

A Arudy, les ouvriers de la fonderie Messier occupent toujours pour s'opposer aux licenciements. Ils ont pris une part active, la semaine dernière, à la journée « vallée morte » organisée dans la vallée de l'Ossau.

Le P-DG de Messier, le dénommé Lucien devenu administrateur (président d'honneur !) de la nouvelle société Messier-Hispano, avait créé en même temps deux nouvelles sociétés : Messier (SA) et Messier SARL : cette dernière, c'est la fonderie d'Arudy.

Elle emploie plus de 400 ouvriers et reçoit pour baptême un capital infime. Elle doit donc, pour fonctionner, emprunter... à Messier (SA) bien évidemment, à qui elle doit en plus rembourser les machines et payer un loyer annuel de 60 millions. Tous les profits de la fonderie passent donc directement à Messier (SA) et l'entreprise d'Arudy est toujours aux abois.

Les pouvoirs publics compatisants lui prêtent donc 600 millions, mais on a perdu la trace des 350 !

La crise de l'aéronautique aidant, Lucien démissionne (mais reste propriétaire) et, les poches

bien pleines, s'en va investir ailleurs, en RFA, en Angleterre, en Israël... bientôt au Zaïre ?

Un dénommé Gaudard, appointé à 1,5 millions par mois, devient directeur. Il est chargé de faire le vide. Sans doute, le duo Lucien-Gaudard pense-t-il, que malgré la crise, avec moins d'ouvriers et plus de cadences, la poule pourra à nouveau pondre des œufs d'or.

C'était compter sans la réaction des travailleurs qui, à l'annonce des 36 nouveaux licenciements (18 déjà en décembre) — refusés par l'inspecteur du travail, mais acceptés par le ministre du chômage, Beullac — se sont mis en grève reconductible, le 13 avril, jusqu'à satisfaction. Ils demandent un travail équivalent sur place. La section CGT réclame même la nationalisation sans indemnisation de la fonderie et son intégration dans l'aéronautique nationalisée.



LA RECOLTE DE 3 000 ANS

Film éthiopien de Haïé Gerima

« La récolte de 3 000 ans » est le premier film éthiopien présenté en France. Son réalisateur, Haïé Gerima vit aux USA où il enseigne le cinéma à la Howard University de Washington. Pour ceux qui ont besoin de références genre prix, coupes et autres médailles, attention, ça va dégringoler : sélectionné à la semaine de la critique de Cannes 1976, au festival de Berlin 1976, Prix Georges Sadoul 1976, Grand prix au festival de Locarno 1976, Grand prix au festival Figueira da Foz 1976, Oscar Micheaux 1976.

LE REVE, LA TRADITION ORALE ET LE CHANT

Le film commence avec une journée de travail d'une famille de paysans pauvres. Aucune fioriture esthétisante sur le petit jour, mais plutôt une impression d'interruption du repos. Comme si l'on sortait du noir, surpris par toute une agitation, alors que la nuit n'est pas encore finie. La caméra suit au téléobjectif le père qui court réveiller son fils. Les vaches gueulent. La mère et la fille se lèvent en vitesse pour les amener au champ. Le père, sans perdre une minute part avec les bœufs pour commencer le labour. Tout s'est fait rapidement. La nuit est une perte de temps pour le grand propriétaire terrien. Pas besoin de longs discours sur la persistance des structures féodales dans l'Ethiopie des années 1970, les images et les sons parlent d'eux-mêmes, produisent du sens. Comme le souligne Haïé Gerima : « L'approche documentaire permet de mieux saisir et de mieux restituer la réalité paysanne dans tous ses aspects, sociaux, politiques et économiques. »

Puis le film sort de la vision documentaire pour entrer de plain-pied dans une fiction où les personnages viennent s'inscrire en fonction de leur rapport à la terre. Celui qui la possède : le propriétaire, assis devant sa maison. Celui à qui on a volé sa terre : le « fou » kébébé. La représentation de ces deux personnages, fortement typés, obéit à des conventions théâtrales, alors que celle des paysans pauvres relève de la forme documentaire : « Ils ne font que revivre à l'écran leur condition réelle. »

Depuis 3 000 ans

« Le peuple éthiopien est libre depuis 3 000 ans » disent les riches. « La robe de la mariée n'est toujours pas changée depuis 3 000 ans » répond la chanson du paysan qui revient tout au long du film, comme un leitmotiv véhiculant le sens.

Autrement dit « la réalité est restée toujours la même, les moyens et les rapports de production sont figés ». Haïé Gerima

donne à la musique un pouvoir signifiant autonome, aussi bien quand elle témoigne de la vie quotidienne dans le village, que quand elle suit certains personnages jusqu'à les marquer musicalement. La modernité de La récolte des 3 000 ans passe aussi par tout ce travail entrepris sur la place de la musique dans le film et sur les significations qu'elle produit.

Les déplacements des personnages qui sont habituellement escamotés dans les codes cinématographiques dominants tiennent ici une place importante. Ils accentuent cette notion d'éloignement, d'espace, qui sépare la ville du village, le paysan pauvre du riche propriétaire, le possédant du possédé. Kébébé, le fou errant que l'on voit aller à Addis-Abbeba, le paysan que le propriétaire vient voir dans le champ. Impression de mouvement dans un village où la réalité s'est arrêtée à la féodalité. Réalité traversée par les discours de révolte de Kébébé et par les bruits des camions. Les camions

passent dans un nuage de poussière, parfois apparaissant dans l'image, souvent en étant exclus, ils traversent l'espace d'un dialogue. Marquant la bande son de leur signification : la technologie qui ne s'arrête pas au village. C'est à cette réalité que se raccrochera le jeune Berihun quand à la fin du film il s'agrippe à la benne d'un camion pour quitter le village.

Rêve, musique et légende

Le rêve, la tradition orale, l'allégorie sont beaucoup utilisés par H. Gerima. Eléments actifs de la fiction, ses formes d'expression spécifiques de toute une culture ne sont pas de simples enjolivements formels. Le réalisateur se les réapproprie afin, comme il le souligne, ils deviennent « à la fois des supports et des ressorts d'une conscience de classe. »

Ce film est aussi important pour les paysans éthiopiens que l'a été Yawar Malku de Jorge Sanjines

pour les Indiens de l'Altiplano bolivien. Les deux films ont été faits pour être vus en priorité par des gens qui n'ont jamais assisté à une projection cinématographique. Malgré leur économie de moyens, leur grande sobriété, ils n'en sont pas moins rigoureusement travaillés à tous les niveaux : mise en image, montage sonore, utilisation de la musique populaire. Dans son film fait pour les Indiens, Sanjines n'avait pas hésité à utiliser le montage de deux actions

en parallèle. H. Gerima, par son travail sur la représentation, donne à son film une dimension temporelle jamais rencontrée dans le cinéma occidental. Il fait partie de ces cinéastes africains comme Faye, Ousmane Sembene, Smihi Sokhona, Tolbi qui ont prouvé avec suffisamment de puissance que le rêve, la musique, la légende sont le référent d'un certain vécu et d'un imaginaire visant à transformer la réalité.

Victor Lorenzo



• COURRIER : HI! HI! Il a rien compris

L'auteur de l'article consacré au feuilleton britannique « Le Prisonnier » n'a vraiment rien compris. Et il ose décerner un oscar. Pas gonflé.

Où a-t-il été chercher tout ça ? « Un microcosme communiste en Lettonie » ! Travaillant le lundi, je regrette vraiment de ne pouvoir suivre ce feuilleton qui est certainement un des meilleurs que la télé anglaise ait jamais produit.

Mes souvenirs remontent donc à plusieurs années. Je l'ai vu deux fois. Il est bon de rappeler le canevas de l'histoire.

Un agent des services secrets démissionne. En rentrant chez lui, on le kidnappe. Il se réveille dans un village où tout le monde porte un numéro. Lui, c'est le numéro 6. Impossible de s'échapper du village situé en bordure de mer. C'est tout ce que l'on apprend sur sa situation.

Menant son enquête, le héros découvre que ceux qui le maintiennent prisonnier portent le numéro 5, 4, 3, le chef du village étant le numéro 2

Qui se cache donc derrière le numéro 1 ? Certainement Satan.

Au dernier épisode, l'agent démissionnaire découvre que le numéro 1 n'était que le chef des services secrets. Son chef ! Et que ce village se trouvait sur la côte anglaise, à quelques kilomètres de Londres ! (et pas en Lettonie). Et que tous les autres « numéros » du village avaient eu, de près ou de loin, affaire aux services secrets qui les employaient. Beaucoup était démissionnaires comme lui et les « autorités » cherchaient à en connaître les raisons (passage à l'Est ?).

Bref, on a pas les mêmes yeux et nulle part je n'y ai vu une trace d'anticommuniste. Plutôt une vision de l'avenir où à force de consommation, de bonheur fictif, de mise en fiche de tous les individus, on en viendrait à nous appeler par un numéro. Un futur où nous ne serons plus que des pions manipulés par le numéro 1, président de la république par exemple.

D'ailleurs à cet égard la partie d'échecs jouée dans le « village » avec des pions vivant (thème classique de science fiction et dont John Brunner a tiré un magnifique bouquin *la Ville est un échiquier*) est significative.

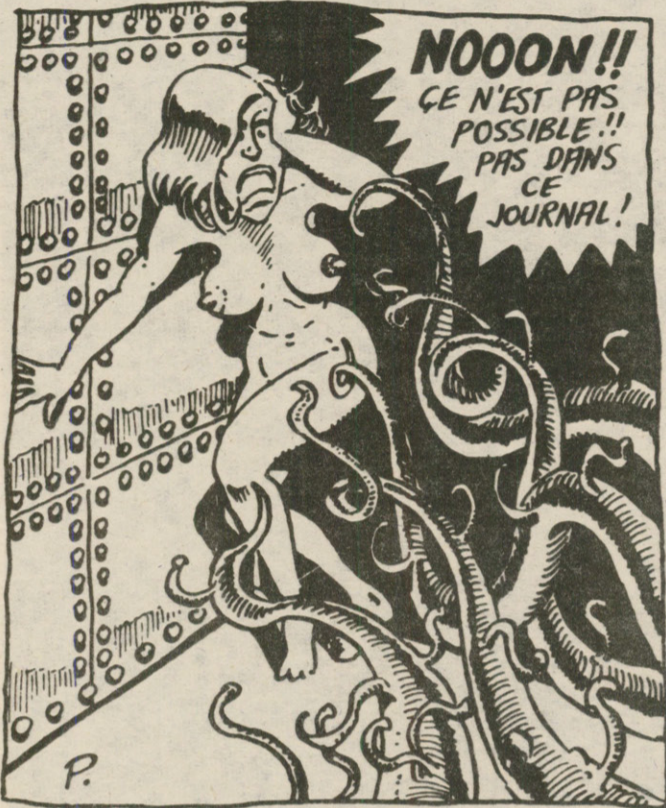
Et comment ne pas rapprocher ce feuilleton à un bande dessinée de Vaughn Bodé où l'on voit un travailleur appelé numéro (je ne sais plus combien) par la milice, se révolter et crier : « je ne suis pas un numéro, je suis un homme libre », avant de se faire descendre.

Ne sommes nous pas tous prisonniers dans un grand village dont on peut certes s'échapper mais pour trouver quoi ? Un autre village où la langue est différente, c'est tout.

Seule la révolution nous libérera de nos chaînes invisibles. Voilà comment j'ai vu et aimé ce feuilleton. Avec d'autres lunettes, bien sûr.

Jean Pascal Grevet

BANDES DESSINEES ET SCIENCE-FICTION: Revue des revues



Bandes dessinées et science-fiction : accords et convergences ne sont plus à démontrer. Pas étonnant donc si une revue de BD comme *Métal hurlant* se taille le succès que l'on sait, en se faisant une spécialité de la SF.

Si d'autres, comme *l'Echo des savanes* et *Pilote* lui consacrent régulièrement des numéros spéciaux. De ce point de vue, les devantures des kiosques nous offrent ces jours-ci des livraisons des plus alléchantes. Jeff Jones, Bruce Jones, Neal Adams et quelques autres : c'est la fine fleur de la SF dessinée qu'offre le numéro 3 de *l'Echo spécial USA*. Boulot de professionnels, bien rôdé, et pourtant toujours surprenant.

Pilote spécial SF est, lui, infiniment plus inégal (même si supérieur et de loin, à *Pilote* normalisé : de plus en plus ringard). On n'échappe pas à Lauzier, mais Druillet, Fred Bilal et Caza font passer cette pilule amère. Prime toute particulière à Caza, qui fouille d'une manière de plus en plus angoissante (et drôle) ses petits fantasmes de vie quotidienne : *Grigny-2-la-Maudite* vue par lui...brrr ! Prime également à Philippe Druillet pour sa très belle couverture.

Métal hurlant... Il commence à y avoir un problème. Les derniers numéros manquaient un peu de souffle, et donnaient même parfois l'impression de remplissage ; les « grands noms » faisant mal excuser certains planches peu convaincantes. Le dernier numéro ne rassure pas tout à fait : une certaine désinvolture irritante y a encore droit de cité.

Certes : il y a les planches de Mœbius, *Absolutes calfeutrail* et leur chute... explosive. Certes Chantal Montelier montre un nouvel aspect de son année 1996, et c'est de plus en plus terrifiant. Certes, l'exercice de style de Bazooka-Production est séduisant, même si on n'y comprend pas grand chose. Certes, certes, il y a globalement de quoi se régaler. Mais, tout de même, Bilal dessine bien péniblement son « *Exterminateur 17* ». L'encre de Chine coûtant moins cher qu'un montage de Kubrick, on peut, par exemple, lui suggérer de travailler — un peu, comme ça — ses décors. Ça ferait moins baclé.

Sergio Macedo est fasciné par les possibilités qu'offre ce petit appareil qu'on nomme « aérographe ». Soit : ça offre d'intéressantes possibilités graphiques. Mais ça ne dispense pas de se doter d'un scénario un tant soit peu consistant. La débilité des scénarios étant d'ailleurs une pénible constante dans nombre de planches de *Métal*.

Dans un texte court et dense, sans dessin de lui, il montre a contrario qu'un dessinateur, c'est aussi quelqu'un qui a quelque chose à dire. Sur ce problème de la mort, par exemple, dont on sait depuis *la Nuit* à quel point il le préoccupe.

Bref, parce que c'est une revue qui promet beaucoup, *Métal* arrive mal à faire pardonner certaines facilités. Bizarrement, le numéro conforme à l'idée qu'on se fait de ce canard, c'est l'édition américaine qui l'offre.

Ca s'appelle *Heavy Metal*, et c'est un petit événement : c'est la première fois, depuis 50 ans, que les USA (le National Lampoon, en l'occurrence) achète du matériel venu de la vieille Europe. C'est excellent. On a même le droit à du Vaughn Bodé, en couleurs ; une petite joie que *Métal-France* ne nous a offert qu'une seule fois et encore : pour un récit incomplet.

Mais il n'y a pas que la SF qui compte au royaume des petits Mickeys. Il y a le mystère loufoque des enquêtes de Palmer (« *Enfer et damnation, j'ai encore perdu la face !* »), la suite des cauchemars hospita-

DES AVIONS LACHENT DES TRACTS AU-DESSUS DE LA VILLE, DEMANDANT AUX MUTINS DE SE RENDRE.



TROTSKY, MARÉCHAL DE L'ARMÉE ROUGE, ASSISTÉ DE HAMELEV, COMMANDE LA REPRESSION.



liers de Benoît, les filles de Pichard. Tout ça dans *l'Echo des Savanes* modèle courant. *l'Echo*, dans lequel on trouve aussi quatre pages d'anti-bolchevisme glacé : c'est le « *Cronstadt* » de Volny et Epistolier. Ça fait grincer les dents. C'est inspiré par « *la Commune de Constadt* » édité chez Béliabaste.

Ah ! *Nana* pour terminée par des femmes vient de sortir, avec au menu un roman-photo d'Agnès Varda, un dossier sur le thème « *Danger : nazisme aujourd'hui* », et puis les habituées : Claveloux, Montelier, Trina Robbins, Cecilia, etc. Cette fois-ci, le mec « invité » est F. Murr. Et c'est pas triste.

J-F Vilar

Publicité

Wunder-Block n°1



est paru :
Barthes-Joyce
Gramsci-etc...

Studio SAINT-SEVERIN
12, rue Saint-Severin - M° Saint-Michel - 033.50.91
OLYMPIC - ENTREPOT
7, rue Francis de Pressensé - M° Pernet - 542.67.42

Le 1er FILM ETHIOPIEN
projeté en France

La RÉCOLTE
de 3000 ANS
de HAILÉ GERIMA

Prix GEORGES SADOUL 1976

Sélectionné au
FESTIVAL de CANNES 1976
Semaine de la Critique

Grand Prix LOCARNO 1976

Grand Prix FIGUEIRA da FOZ 1976

TELEVISION



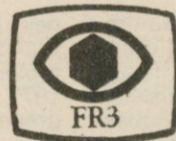
12.15 Réponse à tout
12.30 Midi première
13.00 Journal
13.35 TV régionale
14.05 Télévision scolaire
17.30 La grande cocotte
18.00 A la bonne heure
Le show-business
18.35 Pour les jeunes
19.00 Bonsoir chef (feuilleton)
19.15 Petrus, petro, pétrole
19.20 Actualités régionales
19.40 Une minute pour les femmes
19.45 Eh bien, raconte
20.00 Journal
20.30 Au théâtre ce soir
Mary Mary
22.40 Allons au cinéma
23.10 Journal



13.35 TV régionale
13.50 Ton amour et ma jeunesse (feuilleton)
14.05 Aujourd'hui madame
15.05 Département S (série américaine)
Autrefois à Istanbul
15.55 Aujourd'hui magazine
18.00 Fenêtre sur...
18.35 Les histoires de l'histoire
18.45 Flash d'information
18.55 Des chiffres et des lettres
19.20 Actualités régionales
19.45 La tirelire
20.00 Journal
20.30 Un juge, un flic (feuilleton)
Le Mégalomane

21.35 Apostrophes
Parlez-nous d'amour.
On peut évidemment se demander ce qui pousse Bernard Pivot à réunir sur ce thème Anne Golon, auteur d'Angélique et le complot des ombres — bouquin particulièrement gratiné —, Françoise Sagan, écrivain mondaine (le Lit défait) et Roland Barthes pour les Fragments du discours amoureux.

22.40 Journal
22.45 Ciné-club
Le manuscrit trouvé à Saragosse (1964)
Un film particulièrement intéressant du cinéaste polonais Wojciech Jersy Has qui résonne encore de la modernité du roman dont il est tiré : rêve ou réalité, où est l'illusion ?



18.10 Emission alsacienne
18.45 Pour la jeunesse
19.05 Magazines régionaux
19.20 Actualités régionales
19.40 Tribune libre
Le MRAP
19.55 Flash journal
20.00 Les jeux de vingt heures
20.30 Vendredi
Faits de société
Juge fou. Le rôle des experts psychiatres auprès des tribunaux. Un thème de débat à ne pas manquer.
21.30 Scénario pour une ville
N° 4 : La Rochelle Rochefort.
22.25 Journal

ABONNEMENT

NOM: PRENOM:

ADRESSE:

VILLE: CODE POSTAL:

TARIF

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F
1 MOIS	40 F		65 F
2 MOIS	60 F		100 F

(Avion et pli fermé, écrire au journal)

— Compter un délai de huit jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.

— Le chèque barré est à l'ordre de Société de presse nouvelle avec la mention « abonnement ».

— Pour les plus fermés et l'envoi par avion, écrire au journal.

— Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption d'abonnement, joindre 2 F en timbres.

— Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.

LE PROCES DE LA HONTE

Le procès du « noyau dur » de la RAF (Fraction armée rouge) s'est achevé hier à Stuttgart-Stammheim dans le bunker spécialement aménagé par les autorités pour décourager toute tentative d'évasion de la part des accusés. Précautions inutile : pendant toute la dernière phase du procès, les accusés n'ont pas comparu, épuisés par une grève de la faim qui dure depuis des semaines.

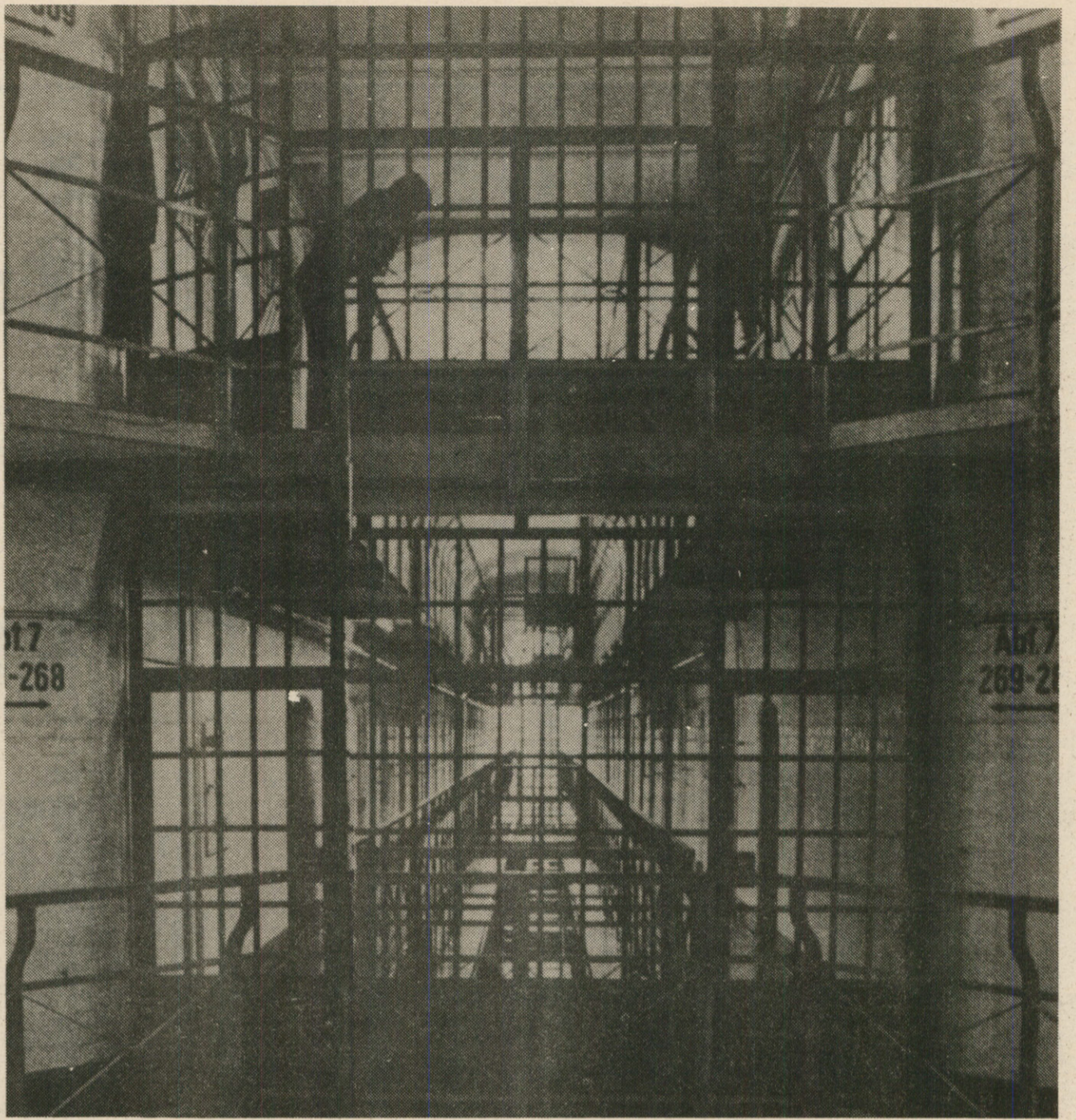
Selon leurs proches et leurs avocats, ils sont en grave danger de mort, ainsi que la cinquantaine d'autres détenus politiques qui, dans d'autres prisons de RFA, font aussi la grève de la faim en solidarité avec Baader, Raspe, Ensslin. L'avocat commis d'office de Gudrun Ensslin a d'ailleurs refusé de plaider, pour des raisons de conscience : il ne voit pas l'intérêt d'argumenter longuement contre la peine de détention à vie réclamée par l'accusation, au moment où sa « cliente » se débat entre la vie et la mort.

La sainte famille de l'Ordre made in Germany, la justice, les flics, la coalition gouvernementale et le gouvernement régional du Bade-Wurtemberg ont voulu faire de ce procès que la presse allemande appelle « le procès du siècle », un exemple. Un exemple et une démonstration de force face aux « terroristes », aux « radicaux », comme on dit en RFA, mais aussi face au mouvement ouvrier et à l'opinion démocratique suspecte « a priori » de sympathie pour les « agitateurs ».

La manœuvre s'est retournée en son contraire : en l'espace de deux ans — c'est ce qu'a duré ce procès — la justice, les flics et les pouvoirs publics ont accumulé les irrégularités, les bassesses et les illégalités. Ils se sont aliénés ainsi une bonne partie de l'opinion libérale allemande pourtant peu encline à suivre la RAF dans sa stratégie de lutte armée à outrance. Ils ont assassiné quatre prisonniers politiques.

Des gens comme le juge Buback ou son collègue Prinzing en sont venus à symboliser un arbitraire d'Etat qui ne recule devant rien pour parvenir à ses fins : l'extermination des « terroristes ». L'appel à l'opinion signé par de nombreux intellectuels prestigieux de RFA que nous avons publié avant-hier montre bien cette évolution de l'opinion qui n'accepte plus qu'au nom d'un quelconque impératif d'Etat, les principes démocratiques les plus élémentaires soient bafoués.

Le procès s'est achevé, hier, comme il avait commencé : en parodie de justice. Les avocats commis d'office — les avocats de confiance des accusés ont été depuis longtemps chassés du tribunal — n'ont pas plaidé sur le fond, ils se sont contentés de dénoncer les innombrables irrégularités de ce procès. Les accusés ont refusé de venir prendre la parole en dernier comme la loi leur en donne le droit. Et le silence est retombé sur le bunker de Stammheim, dans l'attente d'un verdict fait d'avance.



Le procès de la « bande à Baader »

DE NOUVELLES FORMES DE TORTURE

Le procès de Stammheim est un banc d'essai. Déjà, en ce moment, il sert d'exemple dans plusieurs autres procès politiques. Les outils judiciaires utilisés à Stammheim peuvent autoriser, demain, toutes les manipulations dans les procès contre la classe ouvrière allemande.

Isolement total et privation sensorielle

Comme d'autres prisonniers politiques, les membres du « noyau dur » de l'Armée fraction rouge furent soumis, dès leur arrestation, en juin 1972, à des conditions de détention extrêmement sévères. Jean-Paul Sartre dénonça cette forme nouvelle de torture après une visite à Baader, à Stammheim : « Dans la prison, les conditions de vie sont intolérables ; des méthodes qui provoquent des troubles psychiques en supprimant tout ce qui peut donner l'impression de la vie. Ces conditions intolérables qui mènent à un abêtissement lent des prisonniers, peuvent avoir trois conséquences : rendre les prisonniers incapables de répondre au tribunal, les rendre fous ou les faire mourir. » (Le Monde du 3 décembre 1974.)

La dernière arme contre la mort

Les accusés de Stammheim et des dizai-

nes d'autres détenus politiques font leur quatrième grève de la faim depuis 1972 : en 1973, deux grèves de quatre-vingts jours ; en 1974, une grève de cent quarante-cinq jours (!) ; la dernière grève dure depuis trente et un jours.

Les accusés réclament la fin de l'isolement total individuel ou en petit groupe ; l'application de la convention de Genève de 1949 et du statut des prisonniers de guerre ; une commission d'enquête officielle sur la mort de plusieurs détenus et le démenti officiel d'une dizaine d'informations « sensationnelles » (émises par le gouvernement et reprises par toute la presse allemande) qui annonçaient de soi-disant actions terroristes dirigées contre des villes ou toute la population allemande.

L'administration pénitentiaire essaie de briser ces grèves de la faim en refusant aux détenus tout liquide pendant un temps plus ou moins long ; la nutrition forcée est planifiée de façon à ce que les grévistes prisonniers continuent à perdre du poids. On administrait à H. Meins cent soixante calories par jour. Un être humain a besoin d'au moins 1 600 calories de liquide nutritif par jour pour survivre. Les accusés n'étaient pas toujours capable de suivre les débats de leur procès : malgré leur absence involontaire, le procès se poursuivait.

Ont été exclus presque tous les avocats qui avaient la confiance des accusés : Maîtres Crois-

sant, Groenewold, Ströbele, Golzem, Spangenberg, Koencke et V. Plottnitz (un seul ne fut pas exclu : M^e Shily). Motif : soutien à une association criminelle. On leur reprochait d'avoir soutenu leur grève de la faim et d'avoir mis sur pied un système d'information reliant les défenseurs et leurs clients.

Autres mesures : surveillance constante par la police politique ; saisies répétées de documents de la défense dans les cellules et les bureaux des avocats ; écoutes téléphoniques (vingt mille pour le seul avocat Groenewold) ; surveillance du courrier entre accusés et défenseurs ;

surveillance des discussions entre accusés et défenseurs dans les cellules par des micros cachés.

Les défenseurs — d'ailleurs comme tous les accusés — n'ont pas eu le droit d'exposer les raisons politiques des actions de la Fraction armée rouge. Autres mesures qui ont frappé les défenseurs de Stammheim : vingt-trois procès pénaux pour diffamation, outrage, dénunciations intentionnellement calomnieuses et trente-trois procédures devant le Conseil de l'Ordre des avocats ; qui peuvent aboutir à des interdictions professionnelles.

La fenêtre doublement grillagée...

L'écrivain Peter Paul Zahl, condamné à quinze ans de prison pour des coups de feu dont on n'a jamais pensé qu'il était l'auteur, dénonce les conditions de détention en RFA :

Détention cellulaire individuelle sévère.

être complètement seul pendant des mois des années.

la fenêtre doublement grillagée

la « normale » : du béton

la « sévère » : toile métallique.

des journées gorgées de soleil : dehors.

au mois de mai des odeurs de pluie sur la poussière chaude.

le programme de radio redouble les peines : musique légère.

à la promenade individuelle dans la cour

un appel amical venu d'une cellule quelque part

étouffé par le gardien sous menace de punition.

trois fois par jour déverouillage : la soupe.

Un juge au-dessus de tous les soupçons

Déjà, en 1974, l'Etat bourgeois violait un de ses principes les plus importants : l'indépendance de la justice. En effet, le juge Prinzing fut choisi exprès pour ce procès par le président-ministre du Bade-Wurtemberg.

Connu pour son rigorisme et son cynisme, il rejeta les nombreuses requêtes de la défense avec une vitesse et une habileté remarquable, sans se donner la peine de justifier ses décisions. Fortement influencé, sinon dépendant du procureur général sortant, Buback, il voyait ses méthodes couvertes par les plus hautes autorités politiques. Jusqu'au moment où il commit une « erreur » : il fut remplacé par un autre juge du même genre, parce qu'il avait transmis des informations confidentielles au journal *die Welt*, du groupe Springer, dans le but d'intensifier la « lutte antiterroriste ».

Les morts de Stammheim

Le banc des accusés s'est vidé depuis le début de leur détention préventive : Holger Meins mourut le 9 novembre 1974, après cinquante jours de grève de la faim. Les responsables de cette mort sont à chercher parmi les médecins, le directeur et le juge de Stammheim qui,

eux, étaient forcés d'agir selon les instructions de la police judiciaire fédérale (chef : Herold) et l'accusation fédérale générale (ex-chef : Buback).

La nutrition forcée est une sinistre farce : en fait, il s'agit d'une sous-nutrition forcée qui se limite à fournir une quantité ridicule de calories permettant d'évaluer très précisément la date de la mort de la victime. L'accusée Ulrike Meinhof était trouvée pendue dans sa cellule, le 9 mai 1976.

D'après plusieurs éléments du dossier, la version gouvernementale du suicide est tout à fait improbable. Il semble qu'elle ait été assassinée après une tentative de viol. Les responsables refusent d'ouvrir une enquête menée par une commission internationale pour faire la lumière sur les circonstances exactes des deux morts de Stammheim.

Une farce juridique

Les accusés n'ont pas reconnu les chefs d'accusation. Ils ont même critiqué certains aspects techniques des opérations. Leur condamnation ne peut pas cacher que le tribunal ne dispose pas de preuve formelle de leur culpabilité individuelle. Aucun des mille témoins n'a reconnu un seul des accusés. Il n'existe aucune preuve matérielle, sauf les déclarations de deux anciens sympathisants de la RAF par la police politique qui modifièrent leurs déclarations d'après les « progrès » des enquêteurs.